

est la dernière ressource de l'émigration en pays tempérés—la Sibérie à part. Il faut donc vous attendre à le envahir rapidement par les Ontariens, les Anglais, les Écossais, les Irlandais, les Américains, peut-être par les Allemands. Il se passera là, ce qui s'est passé lors de la colonisation d'Ontario : ce sera un semblant d'écrasement, parce que votre invasion diminuera votre nombre proportionnel dans la Puissance.

Ce sera lui dans vingt ans. Il n'y aura plus d'émigration ou fort peu vers l'Amérique ; et à partir de ce moment, vous croîtrez plus que les autres. Les lois de la nature seront pour vous, et je doute pas que vous ne preniez l'ascendant. Ce qui s'est passé dans les cantons de l'Est, ce qui se passe sur l'Ontario est le symbole de l'avenir. Seulement il est nécessaire que vous ayez partout un noyau. L'arbre grandira tout seul.

Entendez-vous, fanatiques du Manitoba ? L'arbre grandira tout seul. Il en est de même dans tous les endroits où notre nationalité a un noyau. Ne voilà-t-il pas établi dans des statistiques reproduites par M. Faucher de Saint-Maurice de l'écrivain américain M. Joseph Edgar Chamberlin, que les Canadiens français commencent aux États-Unis, la majorité étrangère dans le Maine, dans le New-Hampshire et dans le Vermont ?

Et encore, n'est-il pas démontré, chiffres irréfutables appelés en témoignage par M. Rameau de Saint-Père et cités toujours par M. Faucher, que si, dans les quatre provinces d'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, de 1851 à 1881, les anglais se sont accrus de 75 pour 100 et les français à 72 pour 100, cette infériorité dans l'accroissement de la race française est plutôt fictive que réelle. Et M. Rameau s'écrie : " Que l'on tienne compte seulement du fait que les anglais sont les seuls à bénéficier de l'immigration européenne alors que les Canadiens français fournissent un contingent énorme à l'émigration aux États-Unis, et tout s'explique.

Au reste, la statistique—abstraction faite des recrues que nous fournis l'immigration étrangère—prouve surabondamment que l'expansion de notre race dépasse considérablement celle de la race anglaise.

Et ce ne sont pas là des pures suppositions, des vantardises sans fondement. L'éloquence brutale du mathématicien confirme tous ces avancés. Examinons.

TABLEAUX spéciaux pour chacune des provinces orientales de la Confédération canadienne.—Progression comparée de leur développement ethnographique et religieux.

PROVINCE D'ONTARIO

Population totale.	Anglais protestants	Anglais irlandais catholiques.	Français catholiques.
1851	276,864	207,723	46,331
1861	390,857	244,571	61,251
1871	587,900	285,799	69,108
1881	440,572	323,065	77,268

On voit par ce tableau que la population totale s'est accrue de 66 p. c.—Les anglais protestants de 71 p. c.—Les anglais catholiques de 10 p. c.—Les français catholiques de 156 p. c.

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

1851	276,864	207,723	46,331	23,071
1861	390,857	244,571	61,251	25,001
1871	587,900	285,799	69,108	32,898
1881	440,572	323,065	77,268	40,219

On voit par ce tableau que la population totale s'est accrue de 56 p. c.—Les protestants anglais de 56 p. c.—Les catholiques anglais de 70 p. c.—Les catholiques français de 73 p. c.

Son travail de comparaison achevé, M. Rameau déclare comme conclusion que c'est le catholique français canadien qui paraît être l'homme le plus solide, l'homme d'avenir du pays. " Dans toutes les provinces," dit-il, " c'est sur lui que repose principalement le progrès naturel de la population ; c'est lui dont le progrès spécifique fournit partout la cote la plus élevée, soit dans son centre primitif la province de Québec, soit encore dans les provinces anglaises, où pénètrent des excédants de population.

Ah ! qu'ils ont donc été déçus les projets destructeurs de cet ennemi de notre race, de ce farouche lord Durham qui, il y a un demi siècle, priait sa Souveraine de supprimer la langue française au Canada. Il allait même jusqu'à accuser d'imprévoyance et d'impéritie le gouvernement anglais qui avait laissé subsister cette langue, et comme mesure principale devant avoir pour conséquence la disparition de notre nationalité, il proposait l'union législative de toutes les provinces de l'Amérique britannique du Nord. Nos maîtres se contentèrent de nous infliger l'union des deux provinces du Haut et du Bas-Canada, calculée pour ruiner l'existence nationale de notre race.

Pauvre lord Durham ! Qu'aurait-il pensé si, à l'époque où il méditait de si noirs projets contre notre langue, il eut pu déchirer le voile de l'avenir, et entendre d'avance l'un de ses bintains successeurs, le noble marquis de Lorne, répondre en français à l'adresse de bienvenue du maire de Québec, et dire : " J'exprime mes sentiments dans ce beau langage qui, dans tant de pays et durant tant de siècles, fut regardé comme le type de l'expression concise, nette ET LE PLUS HABILÉ INTERPRÈTE DE L'ESPRIT ET DE LA PENSÉE HUMAINE.

Entendez-vous, encore ici, francophobes du Manitoba ? Quelle leçon pour vous, quel sujet de réflexions pour les mines de lord Durham !

L'union du Haut et du Bas-Canada a disparu, lord Durham n'est plus, l'union législative qu'il rêvait ne s'est pas faite, et à la place qu'avons-nous ?

Écoutons M. Faucher de Saint-Maurice :

" Nous avons à la place, une union fédérale des provinces, qui tout en agrandissant notre pays, en augmentant sa puis-

La commerce, l'industrie et le capital qui, à cette époque, étaient presque entièrement entre les mains de la population anglaise, sont passés depuis entre les mains en assez bonne proportion. Les progrès que nous avons fait dans la littérature française est attesté amplement par le nombre de journaux, de revues et de livres qui se publient en cette langue dans la province.

Non contents de nous multiplier dans la province, nous avons établi des colonies importantes dans le Haut-Canada, dans le Nord-Ouest et dans les États-Unis. L'élément français est aussi assez important dans les provinces maritimes.

A quoi donc ont abouti les efforts des Durham, des Sidenham, des Metcalf, et après eux des MacNab, des Georges Brown, de Goldwin Smith, des Dalton McCarthy ? A peu de chose : si ce n'est à prouver la vitalité inextinguible de notre nationalité au Canada, et l'inutilité des tentatives que l'on a faites et que l'on pourrait faire encore pour la détourner.

Et voilà. A l'encontre de tous les obstacles, en dépit de tous les intrigues imaginées par l'ennemi, nous sommes demeurés catholiques et français, c'est-à-dire une race à part, une nationalité distincte qui n'a cessé jamais et qui continue toujours de grandir. Comme le disait sir Georges-Etienne Cartier, en 1868 : La race canadienne-française est une jeune et noble famille, grande dans les meilleures traditions de ses ancêtres. Son passé est noble, son présent est plein d'encouragements, son avenir sera prospère, si la Providence continue à nous montrer la bonne voie et à nous y guider.

Que reste-t-il à ajouter ? Beaucoup encore, mais il faut se borner et terminer par cette invitation cordialement sincère que l'auteur de ces articles adresse aux lecteurs de l'Association : Procurez-vous la brochure qui a inspiré cette étude, lisez-la attentivement, revenez-y souvent, et après avoir examiné avec soin tous les inestimables témoignages qu'elle renferme, vous redirez, vous lecteurs canadiens-français et catholiques, vous qui ne répudiez pas l'héritage du passé, vous qui ne reniez pas les gains du présent, vous qui ne reposez pas les espérances légitimes de l'avenir, vous redirez avec M. Faucher de Saint-Maurice :

" Nous sommes, nous resterons "

" Un jour nous serons la France catholique américaine. "

Le Socialisme aux États-Unis

(La Voix de l'Ouvrier, Bruxelles)

L'un des socialistes les plus en vue aux États-Unis, M. Laurence Gronlund, répondant à une question qui lui avait été adressée, vient de publier dans la REVUE ÉCONOMIQUE POLITIQUE un article remarqué dont voici un aperçu :

Les idées défendues par les socialistes américains existaient aux États-Unis au commencement du siècle. Tant que le

grand-maître Powderly lui imprima l'élan et lui donna la puissance qu'on lui connaît.

Les Trade's Unions ne s'occupaient que des plus capables ; l'Ordre des Chevaliers du Travail représenta et groupa les moins capables.

Les rangs de l'Association, nous dit M. Laurence Gronlund, sont ouverts à tous, à la seule exception des hommes de loi et des marchands de vin, qui sont impitoyablement écartés. Du reste, il suffit à ces derniers d'abandonner leur profession pour pouvoir être admis comme membres. Il est difficile d'évaluer le nombre des membres de l'Ordre, par cette raison qu'il se recrute beaucoup moins par des adhésions individuelles que par des adhésions collectives. A la suite des grèves ou de crises, un groupe d'ouvriers forment une " loge " et se font recevoir de l'Ordre en bloc, et quelquefois aussi, après avoir atteint leur but, ils se retirent de même. On peut cependant évaluer approximativement leur nombre à ce jour à 800,000, sur lesquels un demi-million environ constituent des adhérents sérieux. Les grèves jouent certainement un grand rôle dans la politique de l'Association. Mais elle les considère uniquement comme un mal nécessaire et ne s'en sert que comme un moyen pour atteindre une fin déterminée. Si nous voyons les grèves augmenter d'une façon si notable depuis quelque temps et le nombre des ouvriers qu'elles embrassent devenir dix fois plus nombreux qu'il ne l'était autrefois, c'est sans aucun doute aux Chevaliers du Travail qu'est dû ce résultat, et généralement elles réussissent. Tel jour, ce sont tous les employés des tramways dans une grande ville, comme New-York, qui se mettent en grève ; tel autre jour, ce sont tous les portefaix employés au chargement et au déchargement des navires, et cela avec une telle entente que le port si bruyant et si affairé de New-York semblait frappé de paralysie. Le 1er mai 1886, l'Ordre a décrété une grève générale dans toute l'étendue des États-Unis pour obtenir la journée de huit heures ; il a échoué, parce que c'était là une entreprise colossale à laquelle son organisation n'était pas encore en mesure de suffire, mais cependant il a obtenu un succès partiel : les charpentiers et les maçons ont vu leur journée de travail réduite de 10 à 9 heures, et pour les boulangers de New-York elles ont été réduites de 16 et même de 17 heures à 12 heures.

Les Chevaliers du Travail travaillent à l'abolition du salariat par l'organisation de consommation et de production. Cette œuvre est semblable à celle que poursuivent les associations coopératives du midi de la France, cherchant, comme celle des États-Unis, à transformer pacifiquement et légalement notre monde moderne par l'abolition du salariat.

Les Trade's-Unis sont depuis longtemps dans ce mouvement. L'association économique industrielle, formée de l'élite intellectuelle du parti socialiste, travaille comme les autres à la suppression du salariat. Pour tous les socialistes, le salariat est le dernier vestige de l'ancien esclavage, la